



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Fehler! Keine Dokumentvariable verfügbar.
Fehler! Keine Dokumentvariable verfügbar.
Fehler! Keine Dokumentvariable verfügbar.

Recensement des produits chimiques dangereux se trouvant sur le marché suisse

Evaluation des produits chimiques remis à un poste de collecte des déchets spéciaux



1 Résumé

Pour déterminer les produits chimiques dangereux qui se trouvent sur le marché suisse, différentes méthodes sont envisageables, chacune présentant des avantages et des inconvénients. Le présent projet est basé sur le recensement de produits en fin de cycle de vie amenés à un poste de collecte des déchets spéciaux, plus précisément celui de Hagenholz. Durant trois mois, cette déchetterie, gérée par le service de collecte et de recyclage de la ville de Zurich (*ERZ Entsorgung + Recycling Zürich*), a conservé les produits chimiques dangereux qui lui ont été remis.

Elle les a comparés avec ceux inscrits dans le registre des produits chimiques. Des recherches ont également été effectuées via Internet pour rechercher le nom des fournisseurs.

Les principaux résultats ressortant du présent projet sont les suivants :

- Pour 66 % des produits, le fabricant mentionné sur l'étiquette est suisse (voire 76 % sur la quantité estimée) ;
- 21 % des produits ne portaient pas la mention d'un fabricant suisse et ont été identifiés comme des produits destinés au grand public ; les trois-quarts relevaient du tourisme d'achat, le reste concernait probablement des produits se trouvant sur le marché intérieur suisse et dont l'étiquetage est erroné ;
- 13 % des produits mentionnaient un fabricant de l'UE et étaient destinés à un usage professionnel ; comme la loi permet la commercialisation de ces produits sur le marché intérieur suisse, il n'est pas possible de définir leur provenance ;
- 94 % des produits chimiques dangereux dont le fabricant est suisse sont inscrits, comme il se doit, dans le registre des produits chimiques¹ ;
- Seuls 5 des 377 fabricants suisses identifiés (soit 1,3 %) n'étaient pas connus des autorités d'exécution compétentes, c'est-à-dire qu'ils n'avaient pas assumé leurs obligations légales concernant la notification de leurs produits et de leur personne de contact.

¹ Sur les 6 % restant, seuls 2 % faisaient l'objet d'activités commerciales et 4 % ne sont probablement plus commercialisés.